



Procédures de raccordement aux réseaux publics de transport et de distribution d'électricité

Date de la contribution : 04/07/2019

Le Groupe Kallista Energy est un producteur d'électricité renouvelable créé en 2005 qui exploite 20 installations éoliennes représentant 213 MW. Les actionnaires de Kallista Energy présents au capital depuis près de dix ans sont AXA Infrastructures et APG. Kallista Energy est spécialisée dans le développement de projets de territoires en concertation avec les collectivités et réalise aussi le financement, la construction et l'exploitation des infrastructures. Au cours des quatre dernières années, le Groupe Kallista Energy a réalisé et mis en service cinq installations de production d'électricité pour un montant d'investissement de 95 millions d'euros. Kallista Energy travaille aussi au développement d'infrastructures de recharge de véhicules électriques.

Question 1 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'une procédure adaptée aux nouveaux usages pouvant injecter et soutirer ? Avez-vous d'autres pistes d'amélioration pour faciliter le traitement des demandes de raccordement de ces nouveaux usages ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Les installations ayant la capacité de soutirer et d'injecter correspondent à nombre de nouveaux usages tels que le stockage, les IRVE et l'autoconsommation. Le raccordement électrique de ces installations doit être étudié de manière concomitante au regard de l'aspect injection et de l'aspect soutirage. En effet la localisation de ces sites et leurs caractéristiques techniques en termes de dimensionnement, dépendront de l'ensemble des réponses qui seront communiquées par le gestionnaire de réseau. De telles installations ne doivent donc pas être soumises à deux procédures différentes. Cela complexifierait le travail du gestionnaire de réseau, avec le déroulement de deux procédures complètes en parallèle. Par ailleurs cela risquerait de limiter la pertinence des réponses pour l'utilisateur si les caractéristiques de l'installation ne sont jamais traitées dans leur ensemble.

On peut d'ailleurs s'interroger sur la nécessité de différencier ces usages : consommation, production, ou consommation et production. Il s'agit finalement dans chacun des cas d'utilisateurs du réseau avec des caractéristiques précises en termes d'injection et de soutirage. Ne serait-il pas plus judicieux de créer une procédure de raccordement unique qui traite de manière indifférenciée de l'ensemble des cas. Les fiches de collecte, les paramètres d'études et les composantes de l'offre de raccordement dépendraient simplement des caractéristiques de la demande, mais dans le cadre d'une unique procédure.

Par le passé, les demandes correspondant aux installations de consommation étaient majoritairement issues d'un public de particuliers. A contrario, les demandes de raccordement de sites de production étaient issues d'un public de sociétés industrielles. Désormais les demandes d'usagers associant consommation et production, concernent tous les profils d'utilisateurs du réseau, allant du particulier qui est autoconsommateur, à l'industriel intégrant du stockage stationnaire pour offrir des services au réseau. Une procédure unique pour le raccordement de l'ensemble des usages, avec des différenciations en fonction des niveaux de tension et de puissance, apparaît plus appropriée



que le maintien de multiples procédures en fonction de chacun des usages. D'ailleurs, quand on observe avec attention l'actuelle procédure de raccordement des installations de production, on remarque que celle-ci recouvre déjà les aspects de « consommation propre » des installations, en faisant *de facto* une procédure unique pour un usager qui associé à la fois injection et soutirage.

Quant au caractère contracyclique, qui est en effet une caractéristique importante des installations de stockage, il concerne aussi le cas des IRVE dont l'usage pourra varier en fonction d'éventuels services V2G. Cette caractéristique pourrait ne constituer qu'un simple paramètre d'étude, à renseigner selon les cas, dans le cadre d'une demande de raccordement d'un usager du réseau.

A titre d'exemple, on peut imaginer que beaucoup de maisons particulières seront à l'avenir des sites autoconsommateurs, donc consommateurs et producteurs. Ils pourront de surcroît intégrer une solution de stockage batterie pilotée par le fournisseur d'énergie. Une demande de raccordement recouvrant autant d'usages nécessiterait de faire appel à plusieurs procédures différentes. Cela milite pour la mise en place d'une procédure unique, pour tous les utilisateurs du réseau, avec des caractéristiques d'installation à détailler pour la bonne compréhension et la bonne analyse des gestionnaires de réseaux.

Question 2 : Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur les opérations de raccordement intelligentes (ORI) ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Favorable

Commentaire :

Le cadre proposé par la CRE dans sa délibération du 8 février 2018 est extrêmement important. Dans tous les cas, il est primordial que le gestionnaire de réseau étudie la solution de raccordement de référence pour l'installation, telle qu'elle a été décrite par le demandeur, et sans aucun régime dégradé. Une ORI ne doit être proposée qu'en tant qu'alternative à cette solution de raccordement de référence. Il apparaîtrait d'ailleurs intéressant de systématiser la proposition d'une ORI pour chaque demande d'utilisateur. Ainsi, une offre de raccordement de référence serait toujours accompagnée d'une solution alternative, permettant un optimum technico-économique du point de vue du réseau. Les caractéristiques pourraient être concertées entre le gestionnaire de réseau et le demandeur, pendant la réalisation de l'étude.

Naturellement, comme le précisait la CRE dans sa délibération du 8 février 2018, le gestionnaire de réseau ne doit formuler une proposition d'ORI que dans les conditions suivantes :

« - à une puissance de raccordement inférieure à la puissance de raccordement demandée tout en permettant des injections ou des soutirages complémentaires sur certaines périodes ; »

« - ou à une puissance de raccordement égale à la puissance de raccordement demandée tout en limitant les injections et soutirages sur certaines périodes. »

La solution idéale consisterait à ce que le demandeur dispose de l'ensemble des trois solutions possibles : D'abord une offre de raccordement de référence, en complément une ORI à la puissance demandée avec limitations, et enfin une ORI à puissance inférieure. Ainsi le choix de l'utilisateur du réseau ne serait pas orienté par les propositions



du gestionnaire, mais il disposerait de l'ensemble des informations permettant une décision éclairée.

Enfin, comme le propose la CRE, les limitations prévues par les ORI doivent être réduites au maximum par les gestionnaires de réseaux. En aucun cas elles ne doivent servir de soupape en cas de nouvelles contraintes apparaissant ultérieurement, ou fortuitement, sur le réseau.

Question 3 : Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur les demandes anticipées de raccordement ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Êtes-vous favorable, comme la CRE, à ce que tout type d'utilisateur puisse bénéficier d'une DAR (consommateur, producteur, tout niveau de tension, raccordements provisoires et pérennes) ?

Favorable

Commentaire :

Les conditions techniques et financières de raccordement au réseau électrique peuvent être déterminantes pour le dimensionnement et la détermination d'un projet. Il est important de pouvoir accéder à une première analyse telle que la PRAC, basée sur la DAR, en anticipation de l'obtention des documents administratifs. Les éléments reçus du gestionnaire de réseau sur les conditions de raccordement permettront de finaliser la conception du projet. Les documents administratifs nécessaires à l'entrée en file d'attente interviendront ultérieurement dans le processus, sur la base du projet figé.

Il serait d'autant plus utile que les gestionnaires de réseaux proposent à cette occasion, l'analyse de plusieurs solutions de raccordement. On retrouverait naturellement la solution de référence, mais aussi plusieurs ORI et des divisions d'installations ou des puissances réduites. Ces éléments éclaireraient le demandeur vis-à-vis d'optimisations technico-économiques de son installation, du point de vue du réseau électrique. Naturellement, ces propositions de la part du gestionnaire de réseau ne doivent constituer que des alternatives à la solution de raccordement de référence, qui dans tous les cas doit être la solution étudiée en priorité par le gestionnaire.

La DAR doit être payante car la possibilité d'accéder gratuitement à une étude pourrait provoquer un afflux de demandes. Des projets peu avancés pourraient générer un engorgement et ralentiraient les études de projets plus avancés et probables. Comme le propose la CRE, le coût de la DAR doit être déduit de celui d'une PTF, si celle-ci s'ensuit.

Tout type d'utilisateur doit pouvoir accéder à une DAR, que ce soit un consommateur, un producteur, ou un utilisateur cumulant production et consommation, et quelque-soit le niveau de puissance et de tension.

La possibilité d'accéder à des études de raccordement alternatives anticipées permet une optimisation des installations. Elles doivent être facilitées et pourraient même être systématisées. La proposition de solutions alternatives, en complément de la solution de référence, pourrait d'ailleurs constituer le format de base de la réponse à la DAR. Mais sa tarification au barème ne devrait pas être dissuasive. Le prix de l'étude pourrait être réduit *in fine* en cas d'acceptation de la PTF, pour les seuls cas où la solution de raccordement de référence aurait été l'unique solution proposée.

Question 4 : Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur l'encadrement des relations entre le gestionnaire de réseaux publics de distribution et la collectivité en charge de l'urbanisme ? Si non, quelles améliorations



proposez-vous ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Kallista Energy ne souhaite pas se prononcer sur ce sujet.

Question 5 : Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la mise à jour régulière des informations mises à disposition des utilisateurs ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

La mise à jour des informations mises à disposition des utilisateurs doit évoluer à chaque événement significatif : à chaque entrée ou sortie de file d'attente. Ces événements font systématiquement l'objet d'une analyse réseau et d'une mise à jour du jeu d'hypothèses des gestionnaires pour l'analyse suivante. L'objectif à atteindre par les gestionnaires de réseaux, à l'heure du tout digital et des smartgrids, est celui d'une mise à jour automatique de l'outil caparéseau, en « temps réel » ou « au fil de l'eau », à chaque événement de type entrée ou sortie de la file d'attente, afin que l'information disponible soit systématiquement à jour. Un contrôle mensuel pourrait compléter cette mise à jour au fil de l'eau.

Question 6 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE relative aux dispositions spécifiques à la gestion de la file d'attente en cas de double réservation de capacités ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Favorable

Commentaire :

Il est nécessaire de prévenir les autres demandeurs qu'une double-réservation de capacité est en cours. Par ailleurs, une durée réduite de validité des offres hors ORR est essentielle vis-à-vis de la gêne occasionnée pour les autres demandeurs. En effet, si un demandeur doit pouvoir bénéficier de multiples solutions de raccordement pour optimiser son installation, il faut éviter que ce bénéfice ait par la même occasion un impact significatif sur le déroulement des demandes et des projets des autres utilisateurs.

Question 7 : Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la dématérialisation du traitement des demandes de raccordement ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Favorable

Commentaire :

Oui, l'ensemble de ces échanges et procédures doivent pouvoir être dématérialisés, mais des originaux des documents contractuels doivent pouvoir être mis à disposition des utilisateurs par les gestionnaires de réseaux.

Question 8 : Les dispositions dérogatoires actuelles prévues en cas d'afflux de demandes de raccordement d'installations de production sont-elles satisfaisantes ?



La garantie d'un délai de transmission de la PTF en 3 mois est la solution préférentielle. Néanmoins, le maintien des dispositions dérogatoires exposées, dans la mesure où elles n'ont pas fait l'objet d'un emploi excessif de la part les gestionnaires de réseaux, n'est pas problématique.

Question 9 : Pour le raccordement d'installations de consommation en BT, la possibilité pour les procédures de traitement des demandes de raccordement de prévoir des dispositions visant à anticiper les demandes de raccordement des demandeurs pour répondre au mieux à leurs besoins est-elle utilisée par les gestionnaires de réseaux, et utile pour les demandeurs ? Cette disposition doit-elle être maintenue ou doit-elle évoluer ?

Kallista Energy répond à cette question en imaginant que la mesure traitée ici puisse éventuellement être transposée aux raccordements HTA. Les procédures de raccordement encadrent le processus qui débute avec la demande de raccordement et qui s'achève à la mise en service de l'installation. La veille préalable des autorisations administratives délivrées, telle que proposée par la CRE, ne semble pas devoir être traitée dans la procédure de raccordement elle-même. De surcroît il apparaît étonnant que cette veille permette de rallonger le délai d'étude d'une installation dont le besoin de raccordement a précisément été anticipé par le gestionnaire de réseau. Au demeurant, il apparaît tout à fait opportun que les gestionnaires de réseaux soient incités à suivre les délivrances d'autorisations administratives, notamment en HT pour les énergies renouvelables, afin que les solutions de raccordement adéquates puissent être anticipées.

Question 10 : Pensez-vous qu'il faudrait, à l'avenir, inclure des dispositions sur les délais de raccordement dans l'encadrement par la CRE des procédures de raccordement ? Quelles sont vos propositions ?

Un encadrement ferme des délais de raccordement apparaîtrait comme une bonne solution du point de vue de l'utilisateur. Néanmoins cette solution semble peu réaliste du fait des procédures administratives, environnementales et commerciales qui s'imposent aux gestionnaires de réseaux dans le cadre des travaux de raccordement.

Cela étant, il apparaît nécessaire que les gestionnaires de réseaux précisent des délais indicatifs pour chacune des étapes correspondant à chaque type d'opération de raccordement. Leur bon avancement ou tout aléa doit être renseigné auprès du demandeur selon un délai encadré par la procédure, sous peine de pénalité, afin d'assurer que le demandeur profite d'une information juste et suivie.

Question 11 : Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la transparence des PTF ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Favorable

Commentaire :

L'évolution proposée par la CRE est utile et pourrait être complétée, pour une plus grande transparence, de la publication des formules de coûts simplifiées et des canevas. Par ailleurs, une information systématique et détaillée pourrait être communiquée aux usagers sur les appels d'offres organisés par les gestionnaires de réseaux pour la réalisation des travaux, précisant notamment combien d'entreprises se sont positionnées, ainsi qu'une analyse sommaire et anonymisée de ces offres : moyenne, écart-type...



Question 12 : Avez-vous des améliorations à proposer sur l'encadrement proposé par la CRE sur la mise en application de la maîtrise d'ouvrage déléguée issue des délibérations du 21 mars 2019 ?

Kallista Energy ne souhaite pas se prononcer sur ce sujet.

Question 13 : Identifiez-vous d'autres sujets qui devraient évoluer ou être intégrés dans les procédures de raccordement aux réseaux publics de transport et de distribution d'électricité ? Si oui, lesquels, pourquoi, et de quelle manière ?

Nombre de projets d'infrastructures, notamment EnR et IRVE, nécessitent une analyse cartographique détaillée pour laquelle le paramètre raccordement électrique est primordial. L'approche consistant à identifier un site donné et ensuite à en faire étudier le raccordement par les gestionnaires de réseaux, n'est pas toujours optimale. En complément de la procédure de raccordement, les gestionnaires de réseaux gagneraient à proposer une procédure ou un service de recherche et d'identification de sites, à laquelle les usagers pourraient faire appel afin de bien intégrer les caractéristiques du réseau, ses contraintes et les solutions de raccordement associées, dans la définition de leurs projets.

Liste des pièces jointes à la contribution :

Contribution de Kallista Energy à la Consultation CRE 2019-012.pdf